

## travail autonome et interventions gouvernementales

# Pour sortir de la jungle

**E**ntre 1990 et 1995, les travailleurs-ses autonomes ont créé 55% des nouveaux emplois. En incluant les agriculteurs-rices et autres métiers traditionnels, ils forment 15% de la population active. Mais la majorité d'entre eux vivent dans la précarité et un fossé tant culturel qu'économique les sépare des salariés-es.

Le débat sur l'intervention des gouvernements dans la jungle épaisse du travail autonome est encore jeune. En mai et juin derniers, un Comité de travail sur le travail autonome (CTTA), composé de représentants-es des milieux gouvernemental, syndical, communautaire, du patronat, des institutions financières, des universités, etc.) a rendu public un «diagnostic» et organisé une Journée-forum sur le travail autonome.

Ce ne sont pas les bonnes idées qui manquent. Au gouvernement du Québec, on a aussitôt annoncé la création d'un Comité interministériel sur le travail autonome, avec obligation de résultats dès cet automne.

### LES NOEUDS

Mais il y aura des obstacles. En premier lieu, la culture du travail autonome, notamment dans le domaine des services, s'avère insensible aux solidarités sociales. Les autonomes véhiculent fréquemment le discours agressif des entrepreneurs (développer des parts de marché, éliminer la concurrence, etc.) et discréditent parfois toute intervention des gouvernements dans le monde du travail. Ce qui est plutôt ridicule compte tenu de leur isolement et de leurs faibles moyens. Le Groupe Entreprendre, une association d'autonomes dissoute au début de l'année 1997, a incarné jusqu'à la caricature cette attitude hyper-individualiste et revancharde (ses dirigeantes proposaient de remplacer l'expression «travailleur autonome» par «entrepreneur individuel»...).

Autre écueil, nombre d'intervenants-es considèrent le travail autonome comme une cause à défendre.

Alors qu'une attitude honnête serait de le juger comme une façon de travailler parmi d'autres, avec ses bons et ses mauvais côtés, le milieu de l'entrepreneurship (pour ne nommer que celui-là...) affirme que le travail autonome, inévitable, résulte de transformations économiques «naturelles» auxquelles il faut absolument «s'adapter». Dans ce contexte, le-la travailleur-se autonome, fantassin à l'avant-garde de la «nouvelle économie», si «responsable» et si «créatif», symbolise littéralement la vertu et devient une fin en soi. En limitant leur analyse à ce carcan idéologique, les chantres du travail autonome refusent de reconnaître les conséquences négatives du phénomène.

Autrement dit, le travail autonome est facilement récupéré par tous les amateurs-es de thèses politiques de droite. Un excellent moyen, au nom du déficit zéro et de la compétitivité des entreprises, de transférer des responsabilités des secteurs public et privé vers les individus.

Le travail autonome n'est ni bon ni mauvais en soi; ça dépend de ce qu'on en fait. Avec un peu de volonté politique, il pourrait très bien s'inscrire dans